

Séance du 29 juillet 2021  
Nombre de membres en exercice : 11  
Nombre de membres présents : 8

**N° 2021/052**

L'an deux mille vingt et un et le 29 juillet 2021 20 heures 30, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en la salle polyvalente de la commune, en application des règles sanitaires liées au COVID 19, sous la Présidence de Monsieur Jean Franck VIOUJAS Maire.

Date de convocation 23/07/2021.

Présents : **VIOUJAS** Jean Franck, **GRANGERAY** Patrice, **MAILLET** Charles, **ARNAUD** Richard, **BLANCHARD** Marc, **CLEMENT** Gérard, **REY** Daniel, **COLOMB** Raymond.

Absents: **FAURE** Honorine, **LIONNET** Catherine, **FAURE BRAC** Marc.

Pouvoir: **FAURE** Honorine à **MAILLET** Charles.

Secrétaire de séance : **GRANGERAY** Patrice.

Objet : Approbation du plan local d'urbanisme (PLU)

**VU** le code de l'urbanisme, notamment les articles L 151-1 et suivants, L 152-1 et suivants, L 153-1 et suivant et R 153-1 et suivants ;

**VU** les articles L 103-2 à L 103-4 et L 103-6 du code de l'urbanisme relatifs à la concertation ;

**VU** la délibération du conseil municipal n°2015/025, en date 9 avril 2015 prescrivant l'élaboration du PLU couvrant la commune nouvelle définissant les modalités de concertation mises en œuvre à l'occasion de cette procédure ;

**VU** la délibération du conseil municipal n°2016/036, en date 27 juillet 2016 précisant les objectifs poursuivis par la démarche d'élaboration du PLU prescrite en 2015 ;

**VU** la délibération n°2019/073 du conseil municipal en date du 5 décembre 2019 actant du débat sur le Projet d'Aménagement et de Développement Durable de la commune (PADD) ;

**VU** la délibération n°2020/018 du conseil municipal en date du 5 mars 2020 arrêtant le projet de PLU et tirant le bilan de la concertation ;

**VU** les avis des différentes personnes publiques consultées, de la CDPENAF et de l'autorité environnementale ;

**VU** l'arrêté municipal n°2020/059 en date du 26 novembre 2020 prescrivant l'enquête publique relative à l'élaboration du PLU et à la création d'une AVAP (Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine) ;

**VU** le rapport, les conclusions et avis du commissaire-enquêteur ;

**VU** le dossier de PLU qui comprend un rapport de présentation, un Projet d'Aménagement et de Développement Durable, des Orientations d'Aménagement et de Programmation, un règlement et des annexes ;

~~Monsieur le Maire rappelle au conseil~~ municipal les conditions dans lesquelles le projet de Plan Local d'Urbanisme a été élaboré, à quelle étape de la procédure il se situe, les avis émis par les personnes publiques associées, le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur, ainsi que les réponses apportées dans le cadre du présent PLU approuvé.

En particulier, Monsieur le Maire tiens à revenir sur la réunion de concertation des PPA, du 10 juin 2021 proposé par la mairie à l'issue de la phase d'enquête publique. Cette réunion ne constitue pas une étape de la procédure administrative d'approbation du PLU. Elle a été souhaitée par la mairie afin de pouvoir échanger avec les PPA sur les attentes et remarques exprimées lors de la phase d'avis et d'enquête publique et comment la mairie tente d'y répondre, par modifications ou compléments de justifications dans le cadre du projet de PLU approuvé.

Dans ce cadre Monsieur le Maire tient à réitérer l'engagement et le soutien de la mairie de Cervières dans la mise en place d'un statut de protection règlementaire du site du Chenaillet et plus généralement de la haute vallée, mais rappelle que le PLU n'est pas l'outil correspondant.

**Considérant** que le Plan Local d'Urbanisme doit faire l'objet de modifications mineures pour tenir compte des avis des Personnes Publiques Associées qui ont été joints au dossier d'enquête publique, des observations du public et des conclusions et avis du commissaire enquêteur, en particulier :

- Maintien du zonage actuel et règlement du PLU sur de la haute vallée, mais complément du rapport de présentation pour expliciter plus ce choix et ses incidences au regard des enjeux environnementaux, agricoles et touristiques du site.
- Maintien du zonage des zones AU du PLU arrêté sur le village et ayant fait l'objet d'un avis favorable du SCOT du briançonnais, mais complément du rapport de présentation pour expliciter plus ce choix et ses incidences au regard des enjeux risques, agricoles, paysagers et de rénovation du potentiel des logements vacants.
- Modification du règlement de la zone naturelle Nn, conformément aux attentes de l'Etat, afin de supprimer la possibilité de construction et installations nécessaires à la mise en valeur des ressources naturelles au sein des secteurs identifiés au plan de zonage en application des dispositions de l'article R151-34 du code de l'urbanisme.
- Suppression de l'emplacement réservé n°15 – stationnement, conformément à la demande de la SAPN et d'Arnica Montana, en raison de stations d'espèces végétales protégées sur l'emprise.
- Maintien de l'emplacement réservé n°4 – stationnement, en raison de l'enjeu stratégique de ce dernier, de sa compatibilité avec le maintien d'une activité agricole en partie arrière des parcelles concernées, de l'absence d'enjeux environnementaux particuliers à contrario de l'emplacement réservé n°15.
- Reclassement du noyau urbanisé de la partie sud du hameau du Laus en zone U dans les limites de l'espace bâti identifié et de la prise en compte des périmètres de réciprocity des bâtiments d'élevage en réponse à l'avis de l'AESC et de demande lors de l'enquête publique.
- Reclassement des « jardins » du Laus au sein de la zone constructible mais en les couvrant par une identification au titre de l'article L151-19 en tant qu'« éléments de paysage [...] à protéger, à conserver, à mettre en valeur ou à requalifier pour des motifs d'ordre culturel, historique ou architectural » au même titre que cela a été fait sur Terre Rouge.
- Modification du rapport de présentation pour y intégrer les renforcements de justification des choix au regard des remarques soulevées par les PPA et l'enquête publique.
- Modifications minimales du règlement écrit pour y intégrer les remarques de l'avis de l'Etat et d'Arnica Montana.

**Aménagement de l'existance et les possibilités d'accès à la ressource documentaire rassemblée par la SGBM sur les canaux du briançonnais.**

- Modifications mineures du zonage constructible et d'emplacement réservé pour tenir compte des demandes formulées par la population et l'avis motivé du commissaire dans son rapport. Ces demandes ont été traitée dans leur ensemble en tenant compte des obligations de modération de la consommation d'espace imposée par la loi et retenues au PADD, des notions de continuité urbaine au titre de la Loi Montagne, de desserte et de servitudes éventuelles (périmètre de réciprocité des bâtiments d'élevage par exemple). Ainsi l'ensemble des demandes n'ont pu faire l'objet d'une réponse positive, seules celles s'inscrivant en compatibilité avec le PADD, avec le respect de l'enveloppe urbaine retenue au PLU ainsi qu'en compatibilité avec les réglementations supérieures ont pu être prise en compte.

**Considérant** que le Plan Local d'Urbanisme tel qu'il est présenté au conseil municipal est prêt à être approuvé conformément à l'article L.153-21 du code de l'urbanisme ;

Après avoir entendu l'exposé du maire et en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

Par :            9 voix **POUR**,  
                     0 voix **CONTRE**,  
                     0 **ABSTENTION**

**Décide** d'approuver le Plan Local d'Urbanisme tel qu'il est annexé à la présente délibération.

En application du décret n° 2015-1783 du 28 décembre 2015 et de la décision du conseil municipal, l'ensemble des articles R. 151-1 à R. 151-55 du code de l'urbanisme dans leur rédaction en vigueur à compter du 1er janvier 2016 sera applicable au présent plan local d'urbanisme ;

Conformément aux articles R.153-20 et 21 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département et mentionnera le ou les lieux où le dossier peut être consulté.

Une copie de la délibération approuvant le plan local d'urbanisme (accompagnée du dossier de PLU) sera adressée au préfet du département des Hautes Alpes.


En application des articles L 153-23 et 24 du code de l'urbanisme, elle sera exécutoire après l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité visées.

Le dossier de Plan Local d'Urbanisme approuvé est tenu à la disposition du public à la mairie de CERVIERES aux jours et heures habituels d'ouverture, ainsi qu'à la préfecture des Hautes Alpes, conformément à l'article L 153-22 du code de l'urbanisme.

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an susdits.

**Les membres du Conseil Municipal,**

**Le Maire**





E-mail : [cervieres@ccbrianconnais.fr](mailto:cervieres@ccbrianconnais.fr)

# ARRÊTÉ DE MISE A L'ENQUÊTE PUBLIQUE UNIQUE RELATIVE A L'ELABORATION DU PLU ET DE L'AVAP DE LA COMMUNE DE CERVIERES

**Le Maire de la commune de Cervières**

- Vu** le code général des collectivités territoriales ;
- Vu** le code de l'urbanisme et notamment les articles L 153-1 à L 153-60, et R 153-1 à R 153-22 ;
- Vu** la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement ;
- Vu** le code de l'environnement et notamment les articles L123-1 et suivants, régissant les enquêtes publiques ;
- Vu** le code du patrimoine et notamment les articles L642-1 et suivants ;
- Vu** la circulaire du 02/03/2012 relative aux AVAP ;
- Vu** la loi LCAP n°2016-925 du 07/07/2016 ;
- Vu** le décret 2017-456 du 29/03/2017 relatif au patrimoine, aux monuments historiques et aux sites patrimoniaux remarquables ;
- Vu** la délibération n°2015/025 du conseil municipal en date du 9 avril 2015 prescrivant la révision du Plan d'Occupation des Sols- valant élaboration du PLU et les modalités de la concertation et la délibération n°2016/036 du conseil municipal en date du 21 juillet 2017 fixant les objectifs de l'élaboration du PLU ;
- Vu** la délibération n°2015/068 du conseil municipal en date du 13 novembre 2015 prescrivant l'élaboration de l'AVAP et la création de la commission locale pour le suivi, la conception et la mise en œuvre de l'AVAP ;
- Vu** la délibération n°2019/054 du conseil municipal en date du 17 octobre 2019 portant modification de la commission locale de l'AVAP ;
- Vu** le débat sur le PADD (Projet d'Aménagement et de Développement Durable) du PLU tenu en conseil municipal en séance du 5 décembre 2019 ;

**Vu** la délibération n°2020/018 du conseil municipal en date du 5 mars 2020 arrêtant le projet de PLU et tirant le bilan de la concertation ;

**Vu** la délibération n°2019/062 du conseil municipal en date du 31 octobre 2019 arrêtant le projet d'AVAP et tirant le bilan de la concertation ;

**Vu** l'avis favorable de la Commission Régionale du Patrimoine et de l'Architecture en date du 5 novembre 2019 sur le projet d'AVAP ;

**Vu** les avis sur le PLU des différentes personnes publiques consultées, de la CDPENAF (commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers) et de l'autorité environnementale ;

**Vu** les avis de la CLAVAP (Commission locale de l'AVAP) et des différentes personnes publiques consultées sur l'AVAP ;

**Vu** la décision n°E20000053/13 du 9 septembre 2020, la décision modificative n°E20000053/13 du 1<sup>er</sup> octobre 2020, et la décision n°E20000053/13 du 13 novembre 2020 Madame. la Présidente du Tribunal Administratif de Marseille, désignant Monsieur Pierre Delprat en qualité de commissaire enquêteur en remplacement de Madame Christine Valla pour l'enquête unique susvisée relative à l'élaboration du Plan local d'Urbanisme de la commune de Cervières et l'élaboration d'une Aire de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine.

**Vu** les pièces du dossier soumis à enquête publique unique relative à l'élaboration du PLU et de l'AVAP ;

## ARRETE

**Article 1<sup>er</sup> :** Il sera procédé à une enquête publique unique portant sur l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme et de l'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine de la commune de Cervières, pour d'une durée de 36 jours, **du Mardi 29 décembre 2020 à 9h00, au mardi 02 février 2021 à 17h00 inclus.**

La commune est responsable de la procédure d'élaboration du PLU et de l'AVAP. Toute information pourra être obtenue auprès de la mairie de Cervières, siège de l'enquête publique : Mairie / Le Chef-lieu / 05100 Cervières / tel : 04 92 20 42 42 / [cervieres@ccbrianconnais.fr](mailto:cervieres@ccbrianconnais.fr)

**Article 2 :** Monsieur Pierre Delprat, demeurant à la GAP, a été désigné en qualité de commissaire enquêteur par le président du tribunal administratif de Marseille.

**Article 3 :** Le dossier d'enquête publique comprend :

- **La notice d'enquête publique**
- **Le dossier de PLU arrêté y compris son évaluation environnementale**, ainsi que les différents avis des personnes publiques associés y compris la décision émise par l'autorité environnementale (MRAe) et le mémoire de réponse de la collectivité à ces avis.
- **Le dossier d'AVAP** ainsi que les différents avis des personnes publiques associés y compris la décision émise par l'autorité environnementale (MRAe) à la demande d'examen au cas par cas et l'avis de la Commission Régionale du Patrimoine et de l'Architecture,

- Toutes pièces que le commissaire enquêteur jugera utile de joindre au dossier d'enquête publique,

Les pièces du dossier, ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobiles, coté et paraphé par le commissaire enquêteur, seront déposés à la mairie de Cervières, aux jours et heures habituels d'ouverture de la mairie durant toute la période d'enquête publique.

#### Article 4 :

##### Accès au dossier d'enquête publique :

Le dossier d'enquête publique unique relative à l'élaboration du PLU et de l'AVAP sera consultable pendant toute la durée de l'enquête publique, **du Mardi 29 décembre 2020 à 9h00, au mardi 02 février 2021 à 17h00 inclus.**

- Sur papier et sur un poste informatique mis à disposition, dans les locaux de la mairie de Cervières aux heures habituelles d'ouverture de la mairie : du Lundi au Jeudi de 8h00 à 12h30 et de 14h00 à 17h00.
- En ligne :  
<https://www.dropbox.com/sh/l4br0e9o3wimtmf/AAAncRjdA6fPo9rOUhUy-rBva?dl=0>  
ou sur le site de la commune [cervieres.fr](http://cervieres.fr)

##### Accès au registre mis à disposition du public :

Pendant la durée de l'enquête, chacun pourra prendre connaissances du dossier et consigner ses observations, suggestions et contres propositions :

- Soit sur le registre d'enquête en mairie
- Soit en les adressant par courrier postal au commissaire enquêteur à l'adresse suivante : Mairie / Le Chef-lieu / 05100 Cervières
- Soit par courrier électronique en précisant en objet : à l'attention du commissaire enquêteur – Enquête publique unique – PLU/ AVAP :  
[cervieres@ccbrianconnais.fr](mailto:cervieres@ccbrianconnais.fr)

Les observations ainsi recueillies seront scannées et jointes au fur et à mesure au registre d'enquête.

##### Prise en compte des recommandations sanitaires :

Le respect des mesures barrières et du protocole sanitaire s'impose à l'organisation de l'enquête publique (respect des gestes barrières, aération des locaux et désinfection du matériel...) :

- Il est rappelé que le port du masque est obligatoire et qu'il conviendra d'apporter son propre stylo en cas d'observations dans le registre papier.
- Lors de ses permanences, Monsieur le commissaire enquêteur recevra par rendez-vous une seule personne à la fois par créneau d'1/2 h.
- Il est recommandé de pré-réserver par demande préalable en mairie :
  - Un créneau de rendez-vous à l'avance lors des permanences du commissaire enquêteur,

**Article 5 :** M. le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations, propositions et contres propositions écrites et orales, à la mairie les :



- **Mardi 29 décembre 2020 de 14h00 à 17h00**

- **Samedi 16 janvier 2021 de 9h00 à 12h00**

- **Mardi 02 février 2021 de 14h00 à 17h00.**

**L'enquête sera clôturée à 17h00.**

Article 6 : A l'expiration du délai de l'enquête prévu à l'article 1, le registre est clos et signé par le commissaire enquêteur et le maire.

L'envoi des courriers adressés par voie postale, en mairie, à l'attention de Monsieur le commissaire enquêteur, ainsi que la communication des observations du public par voie électronique prennent fin selon les mêmes modalités que ci-dessus.

Article 7 : Le commissaire enquêteur dresse, dans les 8 jours après la clôture de l'enquête, un procès-verbal de synthèse des observations qu'il remet au maire. Ce dernier dispose de 15 jours pour produire ses observations éventuelles.

Le commissaire enquêteur dispose d'un délai de 30 jours à compter de la date de clôture de l'enquête pour transmettre au maire le dossier avec son rapport et ses conclusions motivées.

Une copie du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur sera adressée simultanément à Madame la Préfète des Hautes Alpes et à Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Marseille.

Article 8 : Le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public à la mairie pendant une durée d'un an, aux jours et heures habituels d'ouverture, ainsi que sur le site de la mairie en cours de construction.

Article 9 : L'information du public sur l'ouverture et la tenue de l'enquête publique sera assurée :

- Par voie d'affichage : Cet avis sera affiché au Chef-Lieu et sur les hameaux du Laus et de Terre Rouge 15 jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et durant toute la durée de celle-ci.
- Par diffusion dans le bulletin municipal
- Par une publicité dans 2 journaux locaux diffusés sur le département, publiée au moins 15 jours avant l'ouverture de l'enquête et rappelée dans les huit premiers jours de celle-ci

Article 10 : A l'issue de la procédure d'enquête publique :

- Le PLU, éventuellement modifié pour tenir compte des avis des différentes personnes publiques associées, de la CDPENAF, de l'autorité environnementale et des conclusions et avis du commissaire enquêteur, sera approuvé par délibération du conseil municipal.
- L'AVAP, éventuellement modifiée pour tenir compte des conclusions et avis du commissaire enquêteur, sera approuvée par délibération municipale après validation de la CLAVAP et avis de Madame la Préfète des Hautes Alpes.

**Article 11 :** L'ampliation du présent arrêté sera transmise à Madame la Préfète des Hautes Alpes, Monsieur le Commissaire Enquêteur, Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Marseille.

Le Maire

-certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,  
-informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa notification.

Fait à Cervières, le 26 novembre 2020

Le Maire,

Jean-Franck VIOUJAS





**REPUBLIQUE FRANCAISE  
DEPARTEMENT  
DES HAUTES ALPES****EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
DE LA COMMUNE DE CERVIERES**

Séance du 05 mars 2020  
Nombre de membres en exercice : 8  
Nombre de membres présents : 6

**2020/018**

L'an deux mille vingt et le 05 mars à 20 heures 30, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la Présidence de Monsieur Jean Franck VIOUJAS, Maire.

Date de convocation 28/02/ 2020.

**Présents : ARNAUD Richard, LIONNET Catherine, VIOUJAS Jean Franck- FAURE BRAC Marc- CLEMENT Gérard- COLOMB Raymond**

**Absents : REY Daniel-BRUNET Myrtille**

**Pouvoirs : BRUNET Myrtille à LIONNET Catherine**

**Secrétaire de séance : LIONNET Catherine**

**Objet : Arrêt du projet de plan local d'urbanisme (PLU) - bilan de la concertation**

**VU** le code de l'urbanisme, notamment les articles L 151-1 et suivants, L 152-1 et suivants, L 153-1 et suivant et R 153-1 et suivants ;

**VU** les articles L 103-2 à L 103-4 et L 103-6 du code de l'urbanisme relatifs à la concertation ;

**VU** la délibération n°2015/025 du conseil municipal en date du 09/04/2015 prescrivant la révision du Plan Local d'Urbanisme et définissant les modalités de concertation mises en œuvre à l'occasion de cette procédure ;

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal :

- les objectifs de la révision du PLU pris par délibération du 21/07/2016 n°2016/036 ;
- le rappel du débat qui a eu lieu au sein du conseil municipal lors de la séance du 05/12/2019 délibération n° 2019/073 sur les orientations du projet d'aménagement et de développement durable (PADD) ;
- les éléments essentiels du projet de PLU, et à quelle étape de la procédure il se situe ;
- le bilan de la concertation mise en œuvre à l'occasion de la révision du projet de PLU, dont les modalités correspondent à celles qui ont été définies par la délibération du Conseil Municipal en date du 09/04/2015 ;

Cette concertation a revêtu la forme suivante :

- 3 Réunions publiques en date du 28 juillet 2016, du 15 février 2017 et du 17 janvier 2020 ;
  - **28 juillet 2016** : Présentation de la démarche de révision du PLU  
Rappel règlementaire.  
Pourquoi réviser le POS actuel.  
Le PLU : contenu et calendrier de réalisation.  
Éléments clés de prise en compte de la compatibilité avec le SCOT du Briançonnais.

2020/018

- **15 février 2017** : état d'avancement de la réflexion PLU  
Rappel réglementaire.  
Éléments clés de prise en compte de la compatibilité avec le SCOT du Briançonnais.  
Grands principes du zonage et règlement PLU.  
1eres pistes de zonage des secteurs constructibles par rapport à la prise en compte du principe de continuité de l'urbanisation au titre de la loi montagne et à la démarche d'AVAP (aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine) engagée parallèlement au PLU.
- **17 janvier 2020** : PADD (projet d'aménagement et de développement durable) et retranscription au sein du zonage et règlement du PLU.  
Retours sur les étapes de l'élaboration du PLU et sur les évolutions apportés au projet de PLU : contre-expertise de la DDT05 (par le RTM) sur la carte d'information sur les risques naturels sur les secteurs potentiellement constructibles, dossier d'AVAP et règles spécifiques aux secteurs d'extensions urbaines envisagés au projet de PLU.  
Présentation du PADD.  
Extraits du diagnostic ayant guidé le PADD et sa retranscription au projet de zonage retenu.  
Présentation du projet de zonage-règlement

**Moyens d'information utilisés :**

- Affichage des délibérations en mairie.
- Insertion dans bulletin municipal.
- Mise à disposition des documents en mairie : diaporama de chaque réunion de concertation, diagnostic, PADD, Plans de zonage et du projet de règlement ,.....

**Moyens offerts au public pour s'exprimer et engager le débat :**

- Registre mis à disposition de la population, en mairie, aux heures d'ouverture habituelles et consignation de l'ensemble des courriers et remarques écrites adressées en mairie.
- Possibilité d'écrire à la mairie par courriers et mails.
- L'équipe municipale est restée disponible pour des entretiens individuels tout au long de l'élaboration du PLU.

**Cette concertation a révélé les points suivants :**

- Deux remarques portées au registre.
- Six courriers ou mails adressés en mairie.
- 7 personnes étaient présentes à la 1<sup>ère</sup> réunion publique, puis une vingtaine aux suivantes.

De manière globale les remarques de la population lors des 3 réunions publiques se sont concentrées :

- Sur la prise en compte des risques, en particulier au regard des 1<sup>ères</sup> pistes de zonage en rive gauche de la Cerveyrette, et sur le secteur au nord du chef-lieu. Ces interrogations formulées principalement lors de la 2<sup>ème</sup> réunion publique ont amené la commune à demander une contre-expertise de la carte d'information sur les risques naturels établie par la DDT05.

- Sur les choix de concentration des capacités d'urbanisation sur le chef-lieu au détriment du Laus et de Terre Rouge. La mairie a justifié ce choix dans le cadre de son PADD et les a ré-explicité en réunion publique (compatibilité avec le SCOT, problématique de desserte en eau potable, ...).
- Sur l'importance des emplacements réservés pour stationnement du Laus par rapport à leur impact sur les terres agricoles. La mairie a justifié ce choix dans le cadre de son PADD et l'a ré-explicité en réunion publique (besoin en stationnement, stationnement actuel anarchique pénalisant déjà les terres agricoles, problème de sécurité et de déneigement...).

La majorité des autres requêtes formulées par la population concernent des demandes individuelles de classement de parcelles en zone constructible.

Ces demandes ont été examinées par rapport au projet global et obligations réglementaires supérieures en particulier au regard de l'application de la loi montagne (obligation de construction en continuité des hameaux existants), des problématiques de desserte et de capacités des réseaux, des obligations de modération de la consommation d'espace, de prise en compte des risques naturels et des enjeux agricoles. Celles qui s'inscrivaient en accord avec ces normes supérieures, les contraintes de dessertes et les enjeux de développement durable prônés au PADD ont reçu une réponse positive.

Le zonage agricole et naturel a fait l'objet de nombreuses adaptations en réponse à la dernière réunion avec les personnes publiques associées, en particulier au regard de remarque de la chambre d'agriculture et de la DDT05, ainsi les terrains agricoles initialement du fond de vallée, classés en inconstructible au regard des enjeux paysagers de l'AVAP et de la compatibilité avec le SCOT, ont été reclassés en agricoles constructibles.

Ces requêtes ont trouvé réponses au sein des adaptations suivantes dans le PLU :

- Adaptations minimales du zonage, lorsque ces dernières ne remettaient pas en cause l'économie générale du projet défendu au PADD et restaient compatibles avec l'obligation de modération de la consommation d'espace s'imposant à la mairie dans le cadre de l'élaboration de son PLU.
- Adaptation du zonage agricole et naturel.

#### **Après avoir entendu l'exposé du Maire et en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide :**

- D'approuver le bilan de la concertation tel qu'il a été présenté par M. le Maire, en application de l'article L 103-6 du code de l'urbanisme ;
- D'arrêter le projet de Plan Local d'Urbanisme tel qu'il est annexé à la présente délibération ;
- De soumettre le projet de plan arrêté pour avis, en application des articles, L104-6, L142-5, L153-16 à 18, R153-6, du code de l'urbanisme :
  - aux personnes publiques associées à son élaboration, mentionnées aux articles L132-7 et L132-9 du code de l'urbanisme : *l'Etat, la région, le département, les autorités organisatrices prévues à l'article L. 1231-1 du code des transports, les organismes de gestion des parcs nationaux ; la chambre de commerce et d'industrie territoriale, les chambres de métiers, la chambre d'agriculture ; l'établissement public en charge du SCOT*
  - à la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF) ;

2020/018

- à la chambre d'agriculture, à l'institut national de l'origine et de la qualité et au centre national de la propriété forestière ;
- à l'architecte des Bâtiments de France en raison du périmètre de protection des monuments historique ;
- à l'autorité environnementale dans le cadre de l'évaluation environnementale du PLU ;
- **et à leur demande** : aux communes limitrophes, aux établissements publics de coopération intercommunale directement intéressés, associations locales d'usagers agréées, associations de protection de l'environnement agréées.

Par :

7 voix **POUR**,  
0 voix **CONTRE**,  
0 **ABSTENTIONS**

Conformément à l'article R.153-3 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un Affichage en mairie pendant un mois.

Une copie de la délibération arrêtant le projet de PLU sera adressée au préfet du département des Hautes Alpes.

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an susdits.

**Les membres du Conseil Municipal,****Le Maire,**

*Monsieur le Maire certifie que le compte rendu de cette délibération a été affiché à la porte de la mairie le 06/03/2020 et que la convocation du conseil avait été faite le 28/02/2020.*

**REPUBLIQUE FRANCAISE  
DEPARTEMENT  
DES HAUTES ALPES****EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
DE LA COMMUNE DE CERVIERES**

Séance du 05/12/2019

**N° 2019/073**

Nombre de membres en exercice : 8

Nombre de membres présents : 7

L'an deux mille dix-neuf et le 05 décembre à 20 heures 30, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la Présidence de Monsieur Jean Franck VIOUJAS Maire.

Date de convocation 29/11/2019.

Présents : **ARNAUD** Richard, **BRUNET** Myrtille, **LIONNET** Catherine, **REY** Daniel, **VIOUJAS** Jean Franck, **FAURE BRAC** Marc, **CLEMENT** Gérard

Absents : **COLOMB** Raymond

Pouvoirs : **COLOMB** Raymond à **REY** Daniel

Secrétaire de séance : **LIONNET** Catherine

**Objet : Débat des membres du Conseil Municipal sur le projet du PADD du  
PLU en cours**

Le maire rappelle aux membres du conseil municipal que par délibération en date du 9 avril 2015 ils ont prescrit la révision générale du POS (Plan d'Occupation des Sols) valant élaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU) et qu'ils ont fixé les objectifs de cette révision par délibération en date du 21 juillet 2016.

L'article L 151-2 du Code de l'Urbanisme dispose que les PLU comprennent notamment un Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD).

Selon l'article L 151-5 du Code de l'Urbanisme, ce PADD définit :

1- Les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologique ;

2- Les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, les réseaux d'énergie, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs, retenues pour l'ensemble de l'établissement public de coopération intercommunale ou de la commune.

Il fixe des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain.

Il peut prendre en compte les spécificités des anciennes communes, notamment paysagères, architecturales, patrimoniales et environnementales, lorsqu'il existe une ou plusieurs communes nouvelles.

**N° 2019/073**

Conformément à l'article L 153-12 du code de l'Urbanisme, un débat a lieu au sein de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale et des conseils municipaux ou du conseil municipal sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables mentionné à l'article L151-5, au plus tard deux mois avant l'examen du projet de plan local d'urbanisme.

Monsieur le maire expose alors le projet de PADD qui se présente autour de l'axe général d'une ambition d'excellence environnementale à décliner dans toutes les entités du territoire se déclinant d'orientations générales et autour des orientations et engagements sur :

- Les secteurs de pleine nature
- Les secteurs de chalets d'estives
- Le fond de vallée et secteurs d'urbanisation :
  - o Le Laus – Terre Rouge
  - o Chef-lieu
  - o Politiques d'aménagements et d'équipements publics et d'intérêt collectif.
- Objectifs de modération de la consommation d'espace et de lutte contre l'étalement urbain
- 

Après cet exposé, Monsieur le Maire déclare le débat ouvert et invite par conséquent, les membres du conseil municipal à s'exprimer sur les orientations générales du PADD.

Suite, à quelques échanges, à la réunion de travail du 21 novembre 2019 et la lecture du document de la maquette du projet du PADD, celui-ci n'appelle pas d'observations particulières.

Le Conseil Municipal, après avoir débattu

**Prend acte** des échanges lors du débat sans vote sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement durables portant sur la révision du POS en PLU.

**Dit que :**

- La tenue de ce débat est formalisée par la présente délibération
- La présente délibération sera transmise à Madame la Préfète et fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois.

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an susdits.

**Les membres du Conseil Municipal,**

**Le Maire**



*(Handwritten signatures of the Council Members and the Mayor)*

**REPUBLIQUE FRANCAISE  
DEPARTEMENT  
DES HAUTES ALPES****EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
DE LA COMMUNE DE CERVIERES**

Séance du 21/07/2016

**2016/036**

Nombre de membres en exercice : 10

Nombre de membres présents : 7

L'an deux mille seize et le 21 juillet à 20 heures 30, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la Présidence de Monsieur **Jean Franck VIOUJAS**, Maire.

Date de convocation 11/07/2016.

Présents : **ARNAUD** Richard, **BENEDAN** Frédéric, **CLEMENT** Gérard, **COLOMB** Raymond, **FAURE** BRAC Marc, **LIONNET** Catherine, **VIOUJAS** Jean Franck.

Absents : **DUCURTIL** Thierry- **BRUNET** Myrtille- **REY** Daniel,

Pouvoirs : 0

Secrétaire de séance : **LIONNET** Catherine

**Objet : Révision du Plan Local d'Urbanisme – Définition des objectifs**

Monsieur le maire rappelle au conseil municipal que par délibération du 9 avril 2015, ce dernier a décidé de prescrire la révision générale de son P.O.S.

Monsieur le maire rappelle qu'en application des dispositions combinées des articles L.153-8, L.153-11, L.103-2, L.103-3, L.103-4 du Code de l'Urbanisme, la délibération qui prescrit l'élaboration d'un PLU doit faire l'objet d'une concertation préalable avec les habitants, les personnes publiques associées, les associations locales et les autres personnes concernées, et que le conseil municipal doit, avant que ne soit engagée la concertation, délibérer au moins dans leurs grandes lignes, sur les objectifs poursuivis par la commune, en projetant de réviser ou d'élaborer son document d'urbanisme.

Il rappelle encore que la jurisprudence, depuis un arrêt du Conseil d'Etat du 17/04/2013, admet que la décision du conseil municipal puisse prendre la forme de deux délibérations successives, notifiées conformément aux dispositions de l'article L.153-11 du Code de l'Urbanisme, pourvu que cette circonstance n'ait pas pour effet de priver d'effet utile la concertation organisée sur les objectifs poursuivis.

Monsieur le maire expose que le bureau d'études retenu a procédé à un premier état des lieux du territoire et de la démographie communale, ce qui a permis de dégager les objectifs devant être assignés à la révision générale de son POS valant élaboration du PLU qui sera adopté. Ceux-ci peuvent être déclinés de la manière suivante :

- Inscrire le développement de la commune de Cervières dans l'excellence environnementale prônée par le projet de SCOT du Briançonnais :
  - préservation de la richesse environnementale exceptionnelle de la commune : site Natura 2000, espace naturel sensible, ...
  - Poursuivre le développement des énergies renouvelables sur la commune
  - Favoriser la réhabilitation thermique des bâtiments existants
- Assurer le maintien viable des activités agricoles et forestières et conforter le développement de ces branches primordiales pour l'avenir de la commune, tout en s'interrogeant sur la



constructibilité ou non des terres agricoles, et sur l'articulation entre terres agricoles et zones urbanisées.

- Réfléchir sur le rôle de la commune de Cervières au sein de l'organisation territoriale du Briançonnais
- Asseoir le rôle de Cervières au sein de l'offre touristique du Briançonnais en sachant mettre en valeur les atouts majeurs de la commune : un patrimoine architectural, militaire, environnemental et paysager remarquable, un tourisme environnemental et scientifique à développer, un lieu exceptionnel de pratiques sportives et de loisirs.
- Tenir compte du projet de SCOT du Briançonnais au sein du projet de Plan Local d'Urbanisme de la commune de Cervières afin de favoriser sa compatibilité à terme.
- Poursuivre l'engagement communal dans le développement d'une offre de logements accessibles à la population locale, des moyens du maintien du niveau démographique actuel et de la mixité sociale.
- Savoir valoriser et préserver le patrimoine architectural et historique de la commune tout en travaillant en particulier les conditions de réhabilitation et de réaménagement des bâtiments anciens et des fermes de la reconstruction afin de répondre aux besoins en logements de la population locale actuelle.
- Co-élaborer le Plan Local d'Urbanisme et l'AVAP dans ce souci de prise en compte de la richesse patrimoniale de la commune de Cervières, prise en compte de la spécificité historique des fermes de la reconstruction, mais également de la particularité des hameaux d'estives et du patrimoine militaire.
- Prendre en considération les risques dans l'aménagement du territoire de la commune afin d'assurer la protection des personnes et des biens.
- Développer l'urbanisation future de manière raisonnée, en tenant compte de la nécessaire modération de la consommation d'espace, mais également de la prise en compte des enjeux patrimoniaux, agricoles et paysager mais aussi de la présence des risques au niveau des principaux lieux de vie à l'année.
- Réfléchir à l'amélioration de la circulation et du stationnement sur la commune.

Après avoir entendu l'exposé du maire :

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.151-1 et suivants, L.153-1 et suivants et L.103-2 à L.103-4.

VU le plan d'occupation des sols, approuvé par délibération du conseil municipal en date du 10 août 1994 ;

Vu la délibération du conseil municipal en date du 9 avril 2015 prescrivant la révision générale du POS valant élaboration du PLU.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal :

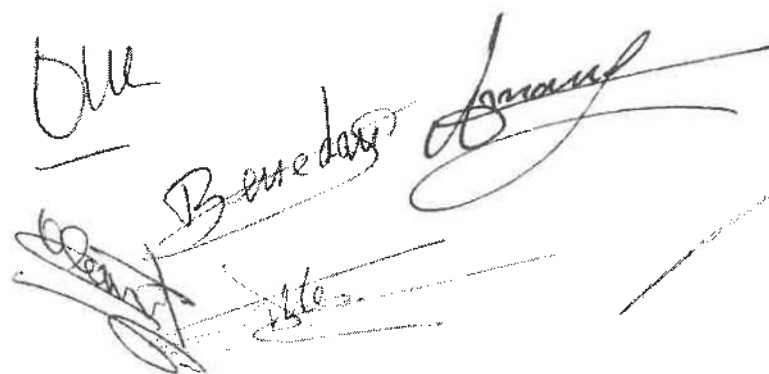
- Décide d'approuver les objectifs poursuivis par la révision générale du POS valant élaboration du PLU, comme exposés précédemment par Monsieur le Maire et débattus par le Conseil Municipal en séance
- Rappelle que conformément à la délibération de prescription de la révision du POS valant élaboration du PLU du 9 avril 2015 pris en application de l'article L103-2 à 4 du code de l'urbanisme, la concertation préalable à la l'élaboration du PLU sera organisée suivant les modalités suivantes :
  - o Mise à disposition du public en Mairie aux heures d'ouverture du secrétariat d'un registre destiné à recueillir les observations des habitants, pendant toute la durée des études et jusqu'à l'arrêt du projet de PLU
  - o Après que le conseil municipal aura délibéré sur les objectifs poursuivis, organisation d'une première réunion d'information, à caractère général, auxquelles seront conviés tous les habitants de la commune et associations locales, sera organisée.

- Programmation d'une seconde réunion pendant le déroulement de la procédure de préparation du PLU, avant l'arrêt du projet en conseil municipal.
- Rappelle que conformément à la délibération du 9 avril 2015 :
  - il convient d'associer les personnes publiques conformément aux articles L.132-7 à 11 du code de l'urbanisme
  - que les associations agréées, les communes riveraines, la communauté de communes, le représentant des organismes propriétaires et gestionnaires de logements, pourront être consultées, à leur demande, pour l'élaboration du Plan Local d'urbanisme conformément aux articles L.132-12 et 13 du code de l'urbanisme
- Précise que la présente délibération :
  - sera notifiée aux personnes visées à l'article L.153-11 du code de l'urbanisme.
  - fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention dans un journal diffusé dans le département conformément à l'article R153-21 du code de l'urbanisme
- Charge le maire de l'exécution de la présente délibération, laquelle sera exécutoire à compter de sa transmission à monsieur le préfet et de l'accomplissement de la mesure de publicité précitée.

voix **POUR**: 7voix **CONTRE**: 0**ABSTENTION**: 0**PROPOSE** : une réunion publique le 28 juillet 2016.

Ainsi fait et délibéré à CERVIERES, les jours, mois et ans susdits.

Les membres du Conseil Municipal,

Monsieur Le Maire,  
Jean Franck VIOUJAS

Annulé par délib. du 09 Avril 2015.

REPUBLIQUE FRANCAISE  
DEPARTEMENT  
DES HAUTES ALPES

EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
DE LA COMMUNE DE CERVIERES

Séance du 18 septembre 2014  
Nombre de membres en exercice : 11  
Nombre de membres présents : 9

N° 2014/089

L'an deux mille quatorze et le 18 septembre à 20 heures 30, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, c'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la Présidence de Monsieur Jean Franck VIOUJAS Maire.

Date de convocation 11/09/2014.

Présents : ARNAUD Richard, BENEDAN Frédéric, BRUNET Myrtille, CLEMENT Gérard, COLOMB Raymond, DUCURTIL Thierry, FAURE BRAC Marc, FAURE GIGNOUX Frédéric, LIONNET Catherine, REY Daniel, VIOUJAS Jean Franck.

RECULE

22 SEP. 2014

SOUS-PREFECTURE  
DE BRIANÇON

Absents : COLOMB Raymond - DUCURTIL Thierry

Pouvoirs : DUCURTIL Thierry à BEHESAN Frédéric

Secrétaire de séance : LIONNET Catherine

**Objet : Décision concernant la révision générale du POS (Plan d'Occupation du Sol) et transformation en PLU « grenelle ».**

Considérant que les objectifs poursuivis par la commune sont notamment :

- D'intégrer les dispositions des lois Grenelle et ALUR au vu des échéances imposées par la loi,

Après avoir entendu l'exposé du Maire et en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide :

Par : 10 voix **POUR**, 0 voix **CONTRE**, 0 **ABSTENTIONS**

1/ De prescrire la révision général du POS et sa transformation en PLU « grenelles » sur l'ensemble du territoire communal,

2/ Que les services de l'Etat, en vertu de l'article L123-7 du code de l'urbanisme, seront associés à la révision du POS lors des réunions d'études qui auront lieu notamment :

- Après que le Préfet ait porté à la connaissance du Maire les éléments nécessaires à la révision du POS conformément à l'article L121-2 du code de l'urbanisme,
- Avant que le projet de PLU ne soit arrêté par le Conseil Municipal et en tant que de besoin, lorsque le Maire le jugera utile,

3/ De rédiger un cahier des charges pour la consultation de bureau d'études.

4/ De donner autorisation au Maire pour signer tout contrat, avenant ou convention de prestation ou de service nécessaire à la révision du POS.

5/ De solliciter de l'Etat, conformément à l'article L121-7 du code de l'urbanisme, une dotation à la commune pour couvrir les frais matériels et études nécessaires à la révision du POS.

En vertu de l'article L121-4 du code de l'urbanisme, il y a lieu de fixer les modalités d'association des personnes publiques autres que l'Etat à la révision du POS.

En vertu de l'article L123-6 du code de l'urbanisme, la présente délibération sera notifiée au Préfet et :

- Aux Présidents du Conseil Général et du Conseil Régional,
- Aux Présidents de la Chambre de Commerce et de l'Industrie, de la Chambre des Métiers et de la Chambre d'Agriculture,
- Aux Maires des communes limitrophes,
- A la Communauté de Communes du Briançonnais.

Les modalités de concertation au titre de l'article L300-2 du code de l'urbanisme sont les suivantes :

- Une information régulière aux habitants sur l'état d'avancement du PLU lors des réunions publiques,
- La mise à disposition d'un registre.

Le bilan de la concertation pourra être tiré dans la délibération prescrivant l'arrêt du PLU (article R123-18 du CU).

Conformément à l'article L121-5 du code de l'urbanisme, les associations locales d'usagers et de protection de l'environnement agréées pourront être associées à leur demande.

La présente délibération fera l'objet d'un affichage en Mairie durant un mois et d'une mention dans le journal diffusé dans le département.

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an susdits.

**Les membres du Conseil Municipal,**



**Le Maire**



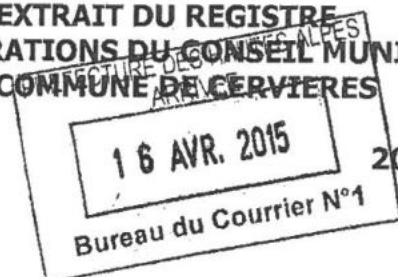


DDT Sèvre

**REPUBLIQUE FRANCAISE  
DEPARTEMENT  
DES HAUTES ALPES**

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
DE LA COMMUNE DE CERVIERES**

Séance du 09 avril 2015  
Nombre de membres en exercice : 11  
Nombre de membres présents : 8.



2015/025

L'an deux mille quinze et le 09 avril à 20 heures 30, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la Présidence de Monsieur **Jean Franck VIOUJAS**, Maire.

Date de convocation 02/04/2015.

Présents : ~~ARNAUD~~ Richard, **BENEDAN** Frédéric, **BRUNET** Myrtille, **CLEMENT** Gérard, ~~COLOMB~~ Raymond, **DUCURTIL** Thierry, **FAURE BRAC** Marc, **FAURE GIGNOUX** Frédéric, **LIONNET** Catherine, ~~REY~~ Daniel, **VIOUJAS** Jean Franck.

Absents : ~~COLOMB~~ Raymond - ~~ARNAUD~~ Richard - ~~REY~~ Daniel.

Pouvoirs : ~~COLOMB~~ Raymond à ~~DUCURTIL~~ Thierry - ~~ARNAUD~~ Richard - ~~CLEMENT~~ Gérard

Secrétaire de séance : ~~LIONNET~~ Catherine

**Objet : Décision prescrivant la révision du POS en PLU et modalités de concertation**

Monsieur le maire rappelle au conseil municipal ;

- que la commune de Cervières est actuellement dotée d'un Plan d'Occupation des Sols (P.O.S.).
- la délibération en date du 18 septembre 2015 n° 2014/089.



Il rappelle que la loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 modifiée, relative à la solidarité et au renouvellement urbain (S.R.U.) dans le but de promouvoir un développement urbain cohérent, solidaire et durable a apporté de profondes réformes à la planification territoriale et urbaine.

Cette loi a réformé notamment l'ensemble des documents d'urbanisme, en instituant de nouveaux instruments de planification sous la forme des Plans Locaux d'Urbanisme (P.L.U.) qui se substituent aux Plans d'Occupation des Sols (P.O.S.).

Monsieur le Maire expose que la commune est contrainte, en application de l'article 135 de la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) d'entamer la procédure de transformation du POS en PLU avant le 31 décembre 2015 et de la valider avant le 24 mars 2017, sauf à ce que le POS devienne caduc et que la commune soit soumise au seul règlement national d'urbanisme qui restreint les possibilités de construction.

Monsieur le Maire indique, enfin, que conformément à l'article L. 123-6 du Code de l'urbanisme, les communes sont tenues d'organiser, lors d'une révision d'un POS/PLU,

pendant toute la durée de la procédure, une concertation associant, les habitants, les associations, etc.

Il précise que conformément à l'article L 300-2 du code de l'urbanisme, le conseil municipal doit délibérer tant sur les objectifs poursuivis que sur les modalités de la concertation, mais que la jurisprudence, depuis un arrêt du Conseil d'Etat du 17 avril 2013 admet que la décision du conseil municipal puisse prendre la forme de deux délibérations successives, notifiées conformément aux dispositions de l'article L. 123-6 du code de l'urbanisme, pourvu que cette circonstance n'ait pas pour conséquence de priver d'effet utile la concertation organisée sur les objectifs poursuivis par l'élaboration du plan local d'urbanisme.

#### **CONSIDERANT :**

- que le POS approuvé le 10 aout 1994 pose des difficultés d'application et qu'il ne correspond plus aux objectifs d'aménagement et de développement poursuivis par la commune,
- que la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) impose aux communes d'entamer la procédure de révision de leur POS valant élaboration de PLU avant le 31 décembre 2015 et de l'approuver avant le 24 mars 2017, sauf à ce que le POS devienne caduc et que la commune soit soumise au seul règlement national d'urbanisme qui restreint les possibilités de construction,
- qu'il est donc nécessaire de redéfinir l'affectation des sols dans le cadre d'une réorganisation du territoire communal,
- qu'il y a lieu, à cet effet, de mettre en révision le POS valant PLU, sur l'ensemble du territoire communal, conformément à l'article L 123-13 et suivants du code de l'urbanisme.

#### **APRES AVOIR ENTENDU L'EXPOSE DU MAIRE,**

VU le code de l'urbanisme et notamment les articles L 123-1 à L 123-20 et L 300-2,

VU le POS, approuvé en aout 1994

#### **LE CONSEIL MUNICIPAL DECIDE,**

1. De prescrire la révision du POS valant PLU conformément aux dispositions de l'article L 123-13 du code de l'urbanisme.
2. De procéder à la définition des objectifs par une délibération ultérieure qui interviendra après sélection du prestataire en charge de la réalisation de la révision.

**3.** Que l'Etat et les autres personnes publiques, qui en auront fait la demande, conformément aux articles L 123-7 et 8 du code de l'urbanisme, seront associés à la révision du POS valant PLU lors de réunions d'études qui auront lieu notamment :

- avant que le projet de révision du PLU ne soit arrêté par le conseil municipal ;
- et, en tant que de besoin, lorsque le maire le jugera utile.

**4.** De soumettre, conformément aux articles L 123-6 et L 300-2 du code de l'urbanisme, à la concertation de la population, des associations locales et des personnes concernées, les études préalables au projet de révision du POS valant PLU pendant tout la durée de son élaboration et de retenir comme forme de concertation préalable :

- Annonce de la concertation:

- Affichage en mairie
- Insertion dans le bulletin municipal et un journal local

- Explication de la démarche et du projet ; débat avec la population :

- Mise à disposition du public en Mairie aux heures d'ouverture du secrétariat d'un registre destiné à recueillir les observations des habitants, pendant toute la durée des études et jusqu'à l'arrêt du projet de plan local d'urbanisme

- Après que le conseil municipal aura délibéré sur les objectifs poursuivis, organisation d'une première réunion d'information, à caractère général, auxquelles seront conviés tous les habitants de la commune et associations locales, sera organisée.

- Programmation d'une seconde réunion pendant le déroulement de la procédure de préparation du PLU, avant l'arrêt du projet en conseil municipal.

- Compte-rendu du déroulement de la concertation et de ses effets :

- Insertion dans le bulletin municipal.

**5.** De consulter plusieurs cabinets d'urbanisme afin de confier, au mieux-disant d'entre eux, la réalisation de la révision et de donner autorisation à Monsieur le maire pour signer tout contrat, avenant ou convention de prestation de service nécessaire à la révision du POS valant PLU,

**6.** De solliciter l'Etat, conformément aux articles L 121-7 alinéa 3 du code de l'urbanisme et R 1614-41 et suivants du code général des collectivités territoriales, pour qu'une dotation soit allouée à la commune afin de couvrir les frais matériels et d'études nécessaires à la révision du POS valant PLU.

**7.** Que les crédits destinés au financement des dépenses afférentes à la révision du POS valant PLU seront inscrits au budget.

Conformément aux articles R 123-24 et R 123-25 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Chacune de ces formalités de publicité mentionnera le ou les lieux où le dossier peut être consulté.

La présente délibération sera exécutoire à compter de sa transmission à monsieur le préfet et de l'accomplissement de la mesure de publicité précitée.



La présente délibération sera notifiée à :

- M. le Préfet des Hautes-Alpes,
- M. le Président du Conseil Régional,
- M. le Président du Conseil Général /Départemental
- M. le Président de la Chambre d'Agriculture,
- M. le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie,
- M. le Président de la Chambre des Métiers,
- Monsieur le président de la Communauté de communes du Briançonnais.

Cette délibération annule et remplace la délibération du 18 septembre 2014 n° 2014/089

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an susdits.

**Les membres du Conseil Municipal,**

**VOTE POUR à l'unanimité.**

Signature + cachet + Prénom Nom en toutes lettres

**Le Maire,**

*IV VIOUJAS*  
  


*DUCROT Thierry*



FAURE-BRAS Marc



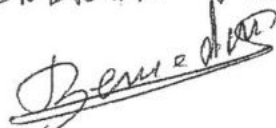
FAURE-GIGOUX Frédéric



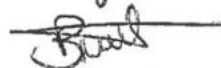
CLEMENT. GERARD.



BENEDAN Frédéric



BRUNET Myrielle



LIONNET Catherine